

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 320.36.20

C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 278 BRESIL: L'EGLISE ET LES DROITS DES PAYSANS

Contrastant singulièrement avec les déclarations de certains aumôniers militaires (cf DIAL D 277), celles de l'archevêque de João Pessoa, capitale de l'Etat de la Paraíba, apportent des éléments significatifs au débat sur le rôle de l'Eglise dans le problème des revendications paysannes concernant la propriété de la terre. Ce n'est pas la première fois que Mgr Pires prend la défense des paysans (cf DIAL D 244). Depuis quelques années, les conflits vont grandissant entre petits cultivateurs et nouvelles grandes sociétés agro-pastorales qui retirent aux paysans les possibilités de cultures vivrières.

(Note DIAL)

3e LETTRE PASTORALE SUR LES PROBLEMES DE LA TERRE,
PAR MGR JOSE MARIA PIRES, ARCHEVEQUE DE JOÃO PESSOA

Mes frères,

Un jour, les apôtres Pierre et Jean furent conduits devant les autorités. Celles-ci leur interdirent de continuer d'annoncer l'évangile de Jésus-Christ. Mais Pierre et Jean répliquèrent: "S'il est juste aux yeux de Dieu de vous obéir plutôt qu'à Dieu, à vous d'en juger. Nous ne pouvons pas, quant à nous, ne pas publier ce que nous avons vu et entendu." Puis le Conseil supérieur leur fit de nouvelles menaces et les renvoya (Actes des apôtres 4, 19-21).

Notre frère Frei Hermano José a également été de nouveau convoqué au 1er Groupe de génie militaire par des autorités de la Sûreté nationale. Ils l'ont accusé "de prêcher la violence en amenant le peuple à faire grève, d'être un communiste et un subversif comme l'archevêque de la Paraíba". Ils l'ont averti de ne pas continuer son travail auprès des paysans. Et ils l'ont menacé d'ouvrir un procès contre lui et de l'expulser du pays.

Si je vous donne cette information, mes chers frères, c'est avant tout pour que vous priiez pour moi, pour Frei Hermano José et pour tous les chrétiens qui sont fidèles à Jésus-Christ en se dévouant aux pauvres et aux gens marginalisés. Je puis vous assurer que Frei Hermano José bénéficie de l'appui total du diocèse et de l'Ordre des franciscains auquel il appartient. Ses supérieurs religieux ont envoyé une lettre au commandant du 1er Groupe de génie militaire, dans laquelle ils déclarent que "le travail de Frei Hermano José dans les paroisses de Alhambra et Taquara est un travail essentiellement sacerdotal" et ils expriment "la solidarité de la communauté franciscaine représentée par le Conseil délibératif de la province avec notre confrère Frei Hermano José Cuerten devant les accusations injustes dont il est l'objet." Personne ne croit

que nous sommes communistes ou subversifs. Nous sommes d'humbles serviteurs de Jésus-Christ et, pour son amour, nous cherchons à être toujours plus proches de vous en partageant vos angoisses et vos souffrances, vos conquêtes et vos joies.

Mais qu'est-ce que peut bien faire Frei Hermano José pour être traité de communiste et convoqué à la Sûreté nationale? Il prêche l'évangile. Il enseigne que Jésus-Christ n'est pas seulement venu sauver les âmes. Il est venu sauver l'homme tout entier. Le royaume de Dieu n'est pas seulement dans la vie future. Il doit commencer ici et aujourd'hui par la justice pour tous, par la nourriture en suffisance pour tous, par la terre permettant à tous de travailler. Il prêche qu'on ne peut pas utiliser la terre pour planter de la canne à sucre, du bambou ou de l'herbe à pâturage quand beaucoup de gens vivent sur cette même terre et en ont besoin pour planter du maïs, des haricots noirs ou du manioc pour l'alimentation de leurs familles. Il dit que c'est un péché très grave que d'expulser l'homme de la terre sur laquelle il habite depuis dix, vingt, trente ou quarante ans. Il conseille aux paysans de s'unir, de s'adresser au syndicat et à la fédération, de chercher à défendre leurs droits dans le cadre de la loi. Il célèbre la messe, donne les sacrements et prie avec le peuple. Il visite également les gens pour qu'ils sentent l'Eglise bien proche d'eux. Voilà ce qu'il fait. Est-ce du communisme et de la subversion?

Il se peut que les communistes disent la même chose. C'est possible. Eux aussi sont des personnes humaines; ils peuvent être proches du peuple et voir la réalité telle qu'elle est. Mais leur point de départ et leur méthode de travail sont très différents des nôtres. Notre point de départ est la foi en Jésus-Christ sauveur. La foi nous amène à chercher à voir les gens et les événements comme Dieu les voit et à agir comme l'Esprit-saint nous l'inspire dans la prière et au cours des réunions. Nous savons que ni le communiste ni le capitaliste ne sont parvenus à résoudre les problèmes de la société. Ce qui les résoud c'est le fait que les hommes acceptent l'Évangile, se rencontrent comme des frères, veulent le bien des autres et mettent en commun ce qu'ils possèdent: l'argent, les propriétés, la force de travail, les connaissances. Nous avons tous à passer par ce chemin et personne d'entre nous n'est encore parvenu à le suivre jusqu'au bout. Tous les jours, l'Esprit-saint nous apprend et nous aide à ouvrir davantage nos cœurs pour aimer, nos mains pour donner, notre maison pour accueillir.

Nous ne prêchons pas l'occupation des terres des autres. Le propriétaire peut continuer à vivre sur sa terre, mais qu'il laisse le pauvre travailler tranquille! Quand le paysan est menacé d'expulsion par des propriétaires qui s'intéressent plus au profit qu'à la vie de leurs frères, nous lui conseillons alors de défendre ses droits dans le cadre des lois en vigueur dans notre pays. Certains petits cultivateurs ont même écrit au président de la République pour lui demander d'exproprier, à leur profit, des aires indispensables à leur survie.

Nous ne prêchons pas la lutte d'une classe contre une autre. Ce que nous voulons, c'est que tous luttent ensemble pour un Brésil meilleur; que le riche et le pauvre, le propriétaire et le fermier se rencontrent et disent comme le prophète Isaïe: "Le loup sera l'hôte de l'agneau... le lion mangera de la paille en compagnie du boeuf" (Isaïe 11,6-7).

Ils ont menacé Frei Hermano José d'ouvrir un procès contre lui et de

l'expulser du pays. Est-ce qu'une telle menace aurait été proférée envers lui s'il avait défendu les propriétaires, s'il avait rendu visite aux riches et mangé avec eux? Pourquoi est-ce que ce sont uniquement les défenseurs des opprimés qui sont traités de subversifs et de communistes? Si nos accusateurs allaient au milieu du peuple et demandaient aux paysans: "De quoi avez-vous le plus besoin?", la réponse serait partout la même: "De la terre pour travailler". S'ils cherchaient à savoir à Dona Inês ou à Alhandra, à Mogeiro ou à Serra-de-Raiz pourquoi tant de gens d'ici quittent leurs parents, leurs femmes et leurs enfants et s'en vont vers São Paulo ou Rio, la réponse serait unanime: "Manque de terre pour travailler!"

Ce serait tellement bien que nos frères responsables de la Sûreté nationale aillent vivre pendant quelque temps au milieu du peuple, partager leurs souffrances, travailler avec eux et manger les mêmes haricots noirs mélangés de farine de manioc! Eux aussi en viendraient alors à soutenir les réclamations du peuple et sentiraient que la vraie sécurité ne s'obtient pas en faisant taire les appels à la justice mais en transformant les mitraillettes en socs de charrue et les chars d'assaut en tracteurs agricoles (cf Isaïe 2,4).

Pour que cela arrive plus vite, prions, mes frères, prions dans toutes les communautés pour que nos accusateurs soient éclairés par l'Esprit-saint et reconnaissent que ce que nous voulons n'est guère différent de ce que disait le président Castelo Branco en rappelant ce passage de la Constitution brésilienne: "Promouvoir une juste distribution de la propriété, avec les mêmes possibilités pour tous." C'est le même président de la République qui voulait que son gouvernement concrétise l'engagement pris par les Républiques américaines et exprimé en ces termes: "Donner l'impulsion à des programmes de réforme agraire intégrale, ouverte sur une transformation effective, là où est nécessaire une modification de structures des systèmes de propriété injustes en faveur d'un système de propriété juste, de sorte que la terre devienne, pour l'homme qui la travaille et sur la base de sa stabilité économique, le fondement d'un bien-être croissant et la garantie de sa liberté et de sa dignité" (Message n° 33 du 26 octobre 1964).

Aujourd'hui, les missionnaires qui s'engagent aux côtés des humiliés sont traités de communistes et menacés d'expulsion. Pendant ce temps-là, ceux qui exploitent le pays et l'endettent par l'intermédiaire des mécanismes iniques des multinationales peuvent continuer tranquillement. Un jour, pourtant, la vérité éclatera et la Nation sera reconnaissante à ceux qui, nés ici ou venus de l'étranger, ont su mettre leur vie au service de l'Evangile dans la personne des plus faibles, des plus pauvres, de tous les gens marginalisés. Dieu fasse que ne soit plus très loin le jour d'une nouvelle manifestation du Seigneur en faveur de son peuple! C'est alors que nous entendrons une fois encore la voix du Christ dans l'histoire: "Lorsque cela commencera d'arriver, redressez-vous et relevez la tête car votre libération est proche" (Lus 21,28).

Cette lettre pastorale sera lue à toutes les messes ou à toutes les célébrations du culte le dimanche suivant sa réception.

João Pessoa, le 12 décembre 1975

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140F - Etranger 160F (avancé)
Directeur de la publication: Charles ANTOINE
Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris
Commission paritaire de presse: n° 56249

D 278-3/3